

N° DP 24/210

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DE PARCELLES SITUEES A LA SEYNE-SUR-MER AVENUE ROBERT BRUN CADASTRÉES SECTION AC N°1362-1364-1366-1368

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer DEL/17/032 du 28 février 2017,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT que la commune de La Seyne-sur-Mer par délibération DEL/17/032 du 28 février 2017 a décidé d'acquérir à l'euro symbolique plusieurs emprises foncières d'une superficie totale de 2061 m² appartenant à la société immobilière Castorama,

CONSIDERANT que depuis sa création la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence « voirie » en lieu et place des communes membres,

CONSIDERANT que l'acquisition de ces parcelles permettra la régularisation foncière conformément à l'emplacement réservé n°11 inscrit au PLU et la création d'un rond-point,

CONSIDERANT qu'un document modificatif du parcellaire cadastral a numéroté les parcelles à acquérir : parcelle AC n°1362 d'une superficie de 154 m², parcelle AC n°1364 d'une superficie de 1741 m², parcelle AC n°1366 d'une superficie de 668 m² et parcelle AC n°1368 d'une superficie de 38 m², appartenant à la société immobilière Castorama,

CONSIDERANT que dans le cadre du dispositif en vigueur de consultation des Domaines, la valeur vénale estimée de cette acquisition est inférieure au seuil de saisine réglementaire concernant les administrations publiques,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUÉRIR à l'euro symbolique (1 €) quatre tènements fonciers situés sur la commune de La Seyne-sur-Mer, chemin Robert Brun, d'une superficie totale de 2601 m², appartenant à la société immobilière Castorama.

ARTICLE 2

DE DIRE que le document modificatif du parcellaire cadastral a numéroté les quatre parcelles à acquérir : parcelle AC n°1362 d'une superficie de 154 m², parcelle AC n°1364 d'une superficie de 1741 m², parcelle AC n°1366 d'une superficie de 668 m² et parcelle AC n°1368 d'une superficie de 38 m², soit une superficie totale de 2601 m².

ARTICLE 3

DE FAIRE ET SIGNER tous les documents permettant d'officialiser cette acquisition.

ARTICLE 4

DE DÉSIGNER Maître REVEST, notaire de la société civile professionnelle dénommée Samantha ARNEODO et Christophe CARRET, notaires associés, sur la commune de La Seyne-sur-Mer aux fins de rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition dont tous les frais seront supportés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires aux frais d'actes sont inscrits au Budget Principal 2024, opération n°60401, article 6227.

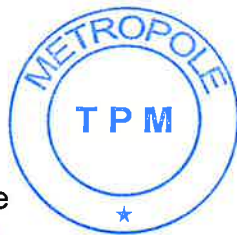
La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



1905 JAN 6



Mairie de La Seyne-sur-Mer

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MARDI 28 FEVRIER 2017

Ville de La Seyne-sur-Mer
Département du Var

ARRONDISSEMENT DE
TOULON

N°DEL/17/032

OBJET : REGULARISATION FONCIERE DANS LE CADRE DE L'ELARGISSEMENT DE L'AVENUE ROBERT BRUN ET CREATION D'UN ROND POINT - ACQUISITION DES PARCELLES CADASTREES SECTION AC NUMEROS 47(P), 53(P), 986(P) ET 1129(P) APPARTENANT A L'IMMOBILIERE CASTORAMA SAS

Nombre de CONSEILLERS en exercice : 49

L'an deux mille dix-sept, le vingt-huit Février, à 8H00, le Conseil Municipal s'est assemblé en Séance Publique en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Marc VUILLEMOT, Maire.

Etaient présents

Marc VUILLEMOT, Raphaële LEGUEN, Anthony CIVETTINI, Denise REVERDITO, Claude ASTORE, Marie BOUCHEZ, Jean-Luc BIGEARD, Christian BARLO, Isabelle RENIER, Christian PICHARD, Eric MARRO, Joëlle ARNAL, Rachid MAZIANE, Danielle DIMO-PEREZ-LOPEZ, Jocelyne LEON, Christiane JAMBOU, Jean-Luc BRUNO, Any BAUDIN, Michèle HOUBART, Robert TEISSEIRE, Claude DINI, Corinne SCAJOLA, Pierre POUPENEY, Yves GAVORY, Marie VIAZZI, Cécile JOURDA, Olivier ANDRAU, Louis CORREA, Christopher DIMEK, Joël HOUVET, Reine PEUGEOT, Alain BALDACCHINO, Damien GUTTIEREZ, Joseph MINNITI, Sandra TORRES, Romain VINCENT, Danielle TARDITI

Etaient absents

Patrick FOUILHAC, Corinne CHENET, Nathalie BICAIS

Etaient excusés

Martine AMBARD
Florence CYRULNIK
Riad GHARBI
Salima ARRAR
Bouchra REANO
Virginie SANCHEZ
Jean-Pierre COLIN
Sandie MARCHESINI
Makki BOUTEKKA

Christian BARLO
Jean-Luc BRUNO
Robert TEISSEIRE
Danielle DIMO-PEREZ-LOPEZ
Pierre POUPENEY
Danielle TARDITI
Sandra TORRES
Joseph MINNITI
Yves GAVORY

Jean-Luc BIGEARD a été désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

LE CONSEIL AINSI CONSTITUE,

Rapporteur : Monsieur Claude ASTORE, Maire Adjoint

Au cours de l'année 2006, la Ville avait pris contact avec la Société CASTORAMA afin de procéder à la régularisation foncière des terrains intégrés à l'avenue Robert Brun dans le but de procéder à son élargissement et à la création d'un rond-point.

Aussi, lors de la délivrance du permis de construire n° 83126 00 OC 91 du 2 août 2010, il a été prévu la cession de l'emprise nécessaire à l'élargissement de l'avenue Robert Brun et la création d'un rond-point.

La procédure n'a pas abouti à l'époque et la Commune a renouvelé la démarche en 2015, c'est ainsi que par courriers des 13 novembre 2015 et 9 février 2016, l'immobilière CASTORAMA a donné son accord pour céder à l'euro symbolique les parcelles cadastrées section AC n°47(p) pour 1741 m², n°53(p) pour 38 m², n°986(p) pour 154 m² et n°1129(p) pour 668 m².

Le Cabinet OPSIA, Géomètre Expert a établi deux plans parcellaires référencés 11133PARP01 en date du 1er décembre 2016 et 11133PARP02 en date du 09 décembre 2016, ainsi qu'un document d'arpentage en cours de numérotation au Cadastre.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir accepter l'acquisition par la Commune à l'euro symbolique des parcelles cadastrées section AC n°47(p) pour 1741 m², n°53(p) pour 38 m², n°986(p) pour 154 m² et n°1129(p) pour 668 m², nécessaires pour régulariser le transfert de propriété puisque l'ensemble des travaux d'élargissement et du rond point ont été réalisés.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur :

Vu l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'arrêté de permis de construire n° 83 126 00 OC 91 délivré le 2 août 2010,

Vu les plans parcellaires référencés 11133PARP01 et 11133PARP02 établis en décembre 2016,

Vu les courriers d'accord de l'immobilière CASTORAMA SAS des 13 novembre 2015 et 9 février 2016 sur la cession à l'euro symbolique de l'emprise nécessaire à l'élargissement de l'avenue Robert Brun.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1 - d'accepter l'acquisition à l'euro symbolique des parcelles cadastrées section AC n°47(p) pour 1741 m², n°53(p) pour 38 m², n°986(p) pour 154 m² et n°1129(p) pour 668 m² ;

ARTICLE 2 - de dire que les tènements acquis seront classés dans le domaine public communal au titre de la voirie, conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière ;

ARTICLE 3 - de dire que l'étude PORCEL - PORCEL-MASCHERPA, notaires à La Seyne-sur-Mer sera chargée de la rédaction de l'acte de vente ;

ARTICLE 4 - de dire que les sommes afférentes à cette opération seront imputées au chapitre 21-2112 du budget de la Commune - exercice 2017 ;

ARTICLE 5 - d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous actes à intervenir.

La proposition est soumise au vote de l'Assemblée.

LA DELIBERATION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Transmission à la Préfecture du Var

Le : 28 FEV. 2017

Publication le : 28 FEV. 2017

Rendu exécutoire le : 28 FEV. 2017

Pour Extrait conforme

Marc VILLEMOT
Maire de La Seyne-sur-Mer
83 Vice-Président de
Toulon-Provence-Méditerranée

ARCHITECTURE 083-DE LA SEYNE SUR MER Regu le 28/02/2017	PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE
--	--

Demande déposée le 31/05/2000

N° PC 83 126 000C091

Par : **CASTORAMA SA Représentée par M. MACHU**
 Demeurant à : **BP 101 PARC ACTIVITES
59175 TEMPLEMARS**
 Représenté par :
 Pour : **Construction SURFACE COMMERCIALE**
 Sur un terrain sis à : **VC 168 Av. Robert Brun CAMP LAURENT
AC0040, AC0041, AC0043, AC0044, AC0047, AC0049,
AC0050, AC0051, AC0052, AC0241, AC0299, AC0300,
AC0381, AC0383, AC0511, AC0532, AC0533, AC0604,
AC0986, AC1042,**

Surfaces hors-oeuvre

brute : 14 827 m²

nette : 9 960 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 1

Destination : Surface commerciale

Monsieur le Maire DE LA SEYNE SUR MER

Vu la demande de permis de construire susvisée.

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants ainsi que l'article L.332.15.

Vu le Plan d'Occupation des Sols approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 octobre 1991, mis en révision par délibération du Conseil Municipal en date du 13 décembre 1991.

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 5 Mai 2000 adoptant l'application anticipée du Plan d'Occupation des Sols en cours de révision

Vu l'avis de la Direction des Travaux Maritimes en date du 8 Juin 2000

Vu l'avis de la Société ESCOTA en date du 11 Juillet 2000

Vu l'avis ci joint du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du **2-0 AOUT 2000**

Vu l'avis de la Société du Canal de Provence ci jointe en date du 12 Juillet 2000

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.
- **VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de deux ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite)
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Vu l'avis du Bureau Municipal d'Hygiène réputé favorable.

Vu l'avis du Service Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre en date du 6 Juillet 2000

Vu l'avis de la commission Départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public en date du 10 Juillet 2000.

Vu l'avis des Services Fiscaux en date du 6 Juillet 2000

- A R R E T E -

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée conformément aux plans ci-annexés, le dit permis est assorti des prescriptions et réserves énoncées aux articles ci-après.

ARTICLE 2 : ASSAINISSEMENT

- Le dossier de raccordement au réseau d'assainissement devra être déposé à la Compagnie des Eaux et de l'Ozone avant le début des travaux.

ADRESSE : Compagnie des Eaux et de l'Ozone
79 Avenue de Rome
83500 LA SEYNE SUR MER

ARTICLE 3 : PARTICIPATION POUR RACCORDEMENT A L'EGOUT PUBLIC: Au titre de l'article L 332-6.1-2a du Code de l'Urbanisme(article 35-4 du Code de la Santé Publique) et de la délibération du Conseil municipal du 22 Avril 1994, complétée par la délibération du 13 Décembre 1995, le montant de la participation pour raccordement à l'égout public dû par le constructeur ci-dessus désigné est fixé à :

38,50 F x 9960 = 383460 Francs

ARTICLE 4 : - CANAL DE PROVENCE

Les réserves ci jointes émises par la Société du Canal de Provence devront être respectées. Le pétitionnaire devra procéder à ses frais au déplacement de la conduite DN 400 traversant le terrain au Nord de la parcelle. Le pétitionnaire devra se rapprocher du service Maintenance afin de soumettre à la Société du Canal de Provence un projet modifié ou une demande de déplacement de la conduite .

ARTICLE 5 : - ESCOTA

Pour des raisons de sécurité, le panneau publicitaire lumineux ne devra pas être visible de l'A 50.

ARTICLE 6 : - CESSION GRATUITE ET PARTICIPATIONS A LA REALISATION D'EQUIPEMENTS PUBLICS.

En application des articles R 332-15 du Code de l'Urbanisme, le terrain nécessaire à l'élargissement du Chemin Robert BRUN et à la création d'un rond point sera cédé gratuitement à la collectivité publique dans la limite de 10% de la superficie du terrain concerné par la construction autorisée.

Cette cession gratuite du terrain porte sur une superficie de 1000 m² et sa valeur déterminée à 250 Frs le m² par la Direction des Services Fiscaux est de 250000 Frs.

La réalisation et le financement du rond point rendu nécessaire par l'opération projetée seront à la charge du pétitionnaire sous le contrôle des services techniques municipaux.

ARTICLE 6 : - ACCESSIBILITE HANDICAPES

La hauteur de la banque d'accueil devra être conforme aux normes en vigueur.

ARTICLE 7 : - TRAVAIL ET MAIN D'ŒUVRE

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions du Livre II, Titre 3 du Code du Travail.

ARTICLE 8 : - EAU POTABLE

Les 3 comptages (Incendie, comptage, domestique) seront implantés en limite de propriété.

ARTICLE 9 : - INCENDIE ET SECOURS

Les réserves émises par le service Départemental d'Incendie et Secours ci jointes devront être respectées.

ARTICLE 10 : ENERGIE AFFICHAGE

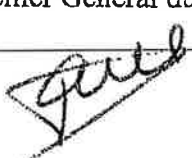
L'attention du constructeur est appelée sur les dispositions des textes visés dans les annexes ci-jointes et concernant :

- annexe 1 : Les économies d'énergie et les règles générales de construction.
- annexe 2 : L'affichage sur le terrain des permis de construire.

- 2 AOUT 2000

LA SEYNE SUR MER Le :

LE MAIRE
Conseiller Général du VAR


Maurice PAUL



AR PREFECTURE

083-218301265-20170228-DEC17032-DE
Regu le 28/02/2017

opsia

méditerranée

Téléphone : 04 94 23 93 00

Téléphone : 04 91 79 38 75

Société de Géomètres Experts

www.opsia.fr - contact@opsia.fr

Département du VAR
Commune de LA SEYNE SUR MER
Lieudit "Camp Laurent"

Nature du document

PLAN PARCELLAIRE

Mission

**DIVISION PARCELLAIRE POUR L'ALIGNEMENT DE L'AVENUE
ROBERT BRUN AU DROITS DES PARCELLES AC 986, AC 47
ET AC 1129 PROPRIETE DE L'IMMOBILIERE CASTORAMA**

ECHELLE 1/500

MAITRE D'OUVRAGE :

REFERENCES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES

Dossier N° 16 11133

Réf. fichier : 11133_PAR_P01

Date : 01 Décembre 2016

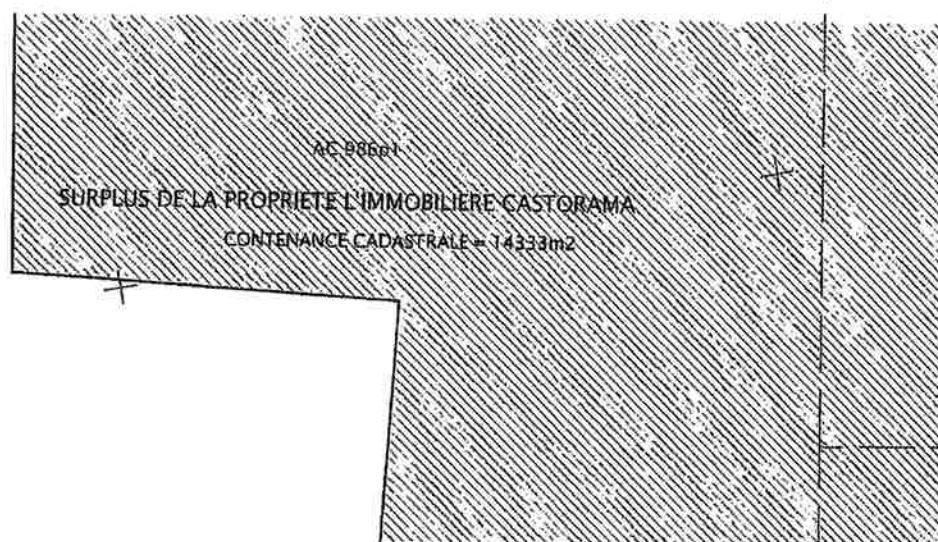
Marché N° 1516 notifié le 06/02/2015

AR PREFECTURE

083-218301265-20170228-DEC17032-DE
Reçu le 28/02/2017

0

10

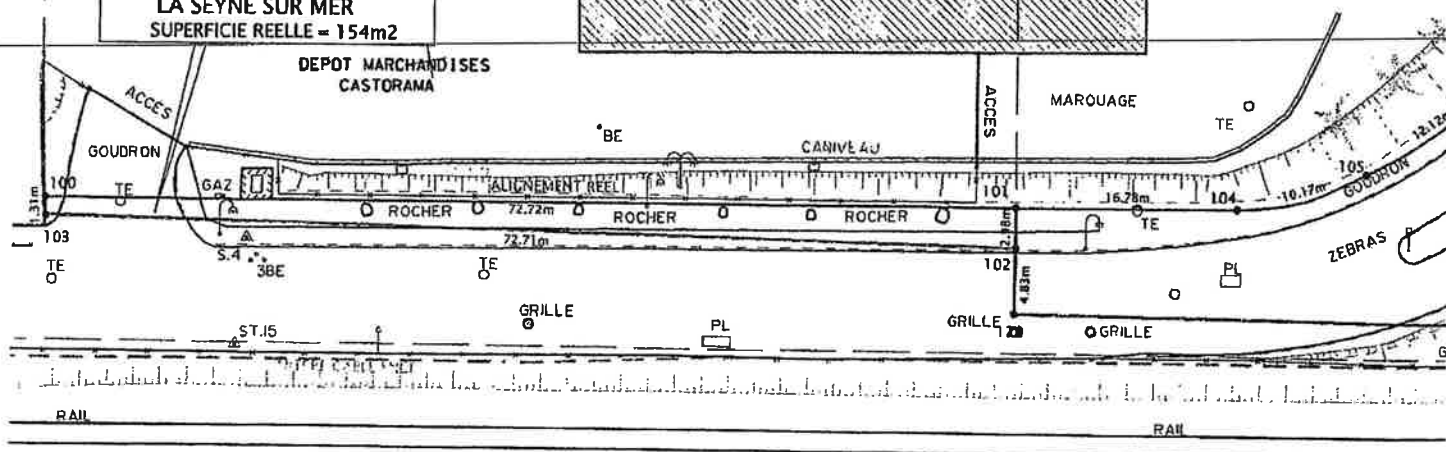


AC 986

AC 47p1
SURPLUS DE LA PROPRIETE
L'IMMOBILIERE CASTORAMA
CONTENANCE CADASTRALE = ~20!

AC 986p2
A CEDER A LA COMMUNE DE
LA SEYNE SUR MER
SUPERFICIE REELLE = 154m2

DEPOT MARCHANDISES
CASTORAMA



AR PREFECTURE

083-218301265-20170228-DEC17032-DE
Reçu le 28/02/2017

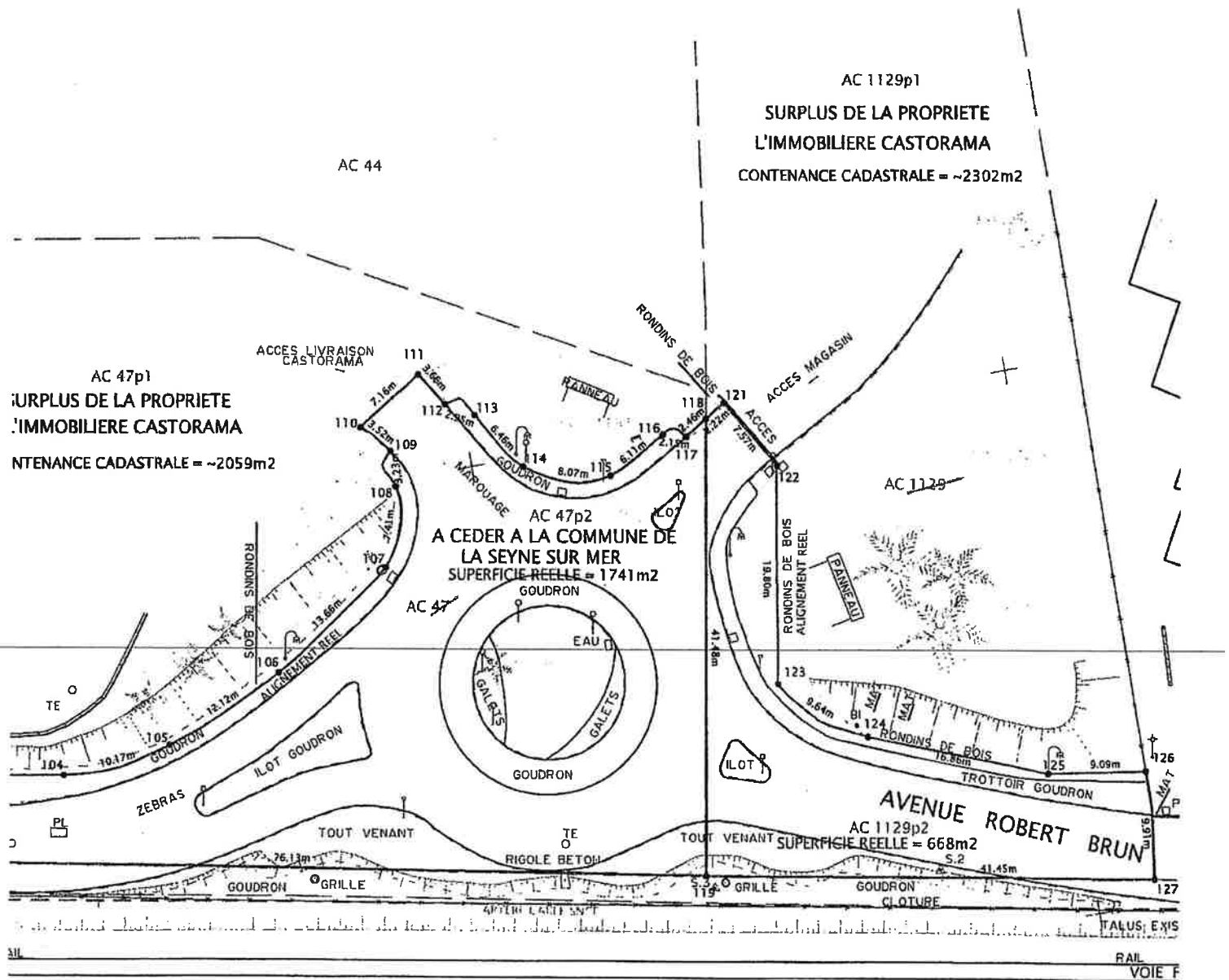
LES COORDONNEES PLANIMETRIQUES SONT EXPRIMEES
GEODESIQUE RGF93 - PROJECTION CONIQUE CONFORM

ETAT DES LIEUX :

PLAN D'ETAT DES LIEUX ETABLI SUIVANT UN RELEVÉ RI
EN DATE DU 03/11/2016.

VALEUR DES LIMITES :

LES LIMITES FIGUREES SUR LE PRESENT PLAN SONT C
APPARENTES DE POSSESSION ET AUX SIGNES DE MIT

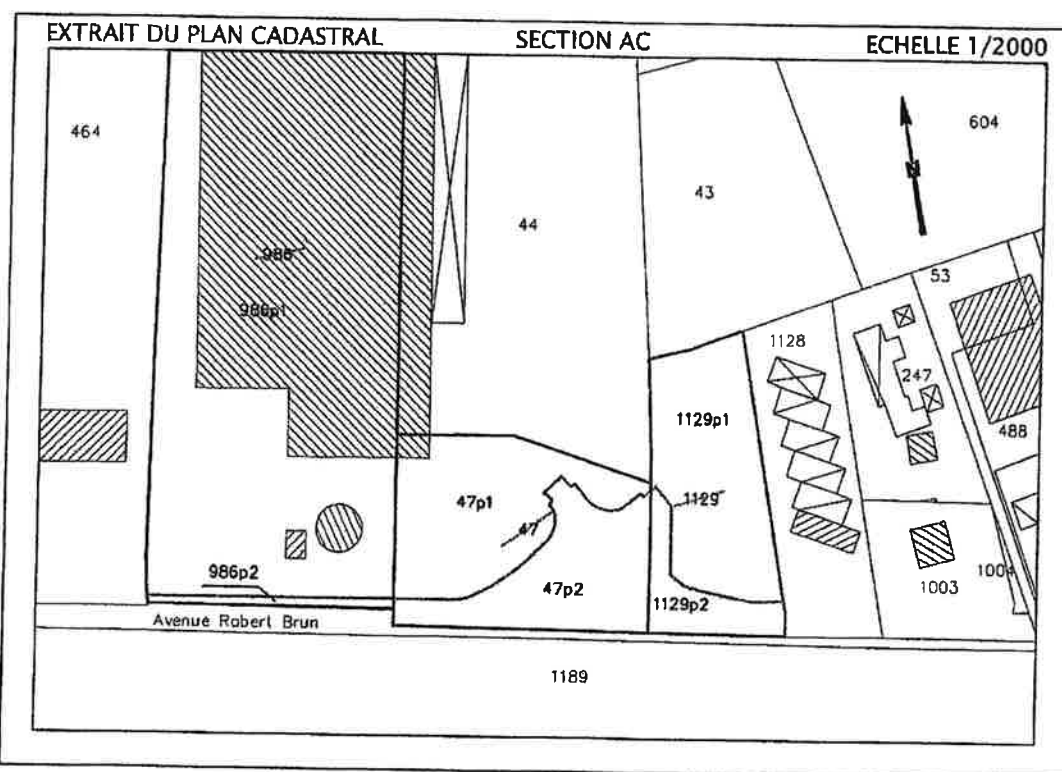


AR PREFECTURE

083-218301265-20170228-DEC17032-DE

Regu le 28/02/2017

ETAT PARCELLAIRE



DOCUMENT D'ARPENTAGE N° DU

TABLEAU RECAPITULATIF DES SUPERFICIES

SITUATION CADASTRALE INITIALE				SITUATION MODIFICATIVE			
SECTION	NUMERO	PROPRIETAIRE	CONTENANCE	SECTION	NUMERO	PROPRIETAIRE	SUPERFICIE
AC	986	L'IMMOBILIERE CASTORAMA	14487 m²	AC	986p1	L'IMMOBILIERE CASTORAMA	14333 m²
				AC	986p2	COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER	154 m²
							14487 m²
AC	47	L'IMMOBILIERE CASTORAMA	3800 m²	AC	47p1	L'IMMOBILIERE CASTORAMA	~2059 m²
				AC	47p2	COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER	1741 m²
							~3800 m²
AC	1129	L'IMMOBILIERE CASTORAMA	2970 m²	AC	1129p1	L'IMMOBILIERE CASTORAMA	~2302 m²
				AC	1129p2	COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER	668 m²
							~2970 m²

AR PREFECTURE

083-218301265-20170228-DEC17032-DE
Reçu le 28/02/2017

opsia

méditerranée

Téléphone : 04 94 23 93 00

Téléphone : 04 91 79 38 75

Société de Géomètres Experts

www.opsia.fr - contact@opsia.fr

Département du VAR
Commune de LA SEYNE SUR MER
Lieudit "Camp Laurent"

Nature du document

PLAN PARCELLAIRE

Mission

**DIVISION PARCELLAIRE POUR L'ALIGNEMENT DE L'AVENUE
ROBERT BRUN AU DROITS DE LA PARCELLE AC 53
PROPRIETE DE L'IMMOBILIERE CASTORAMA**

ECHELLE 1/500

MAITRE D'OUVRAGE :

REFERENCES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES

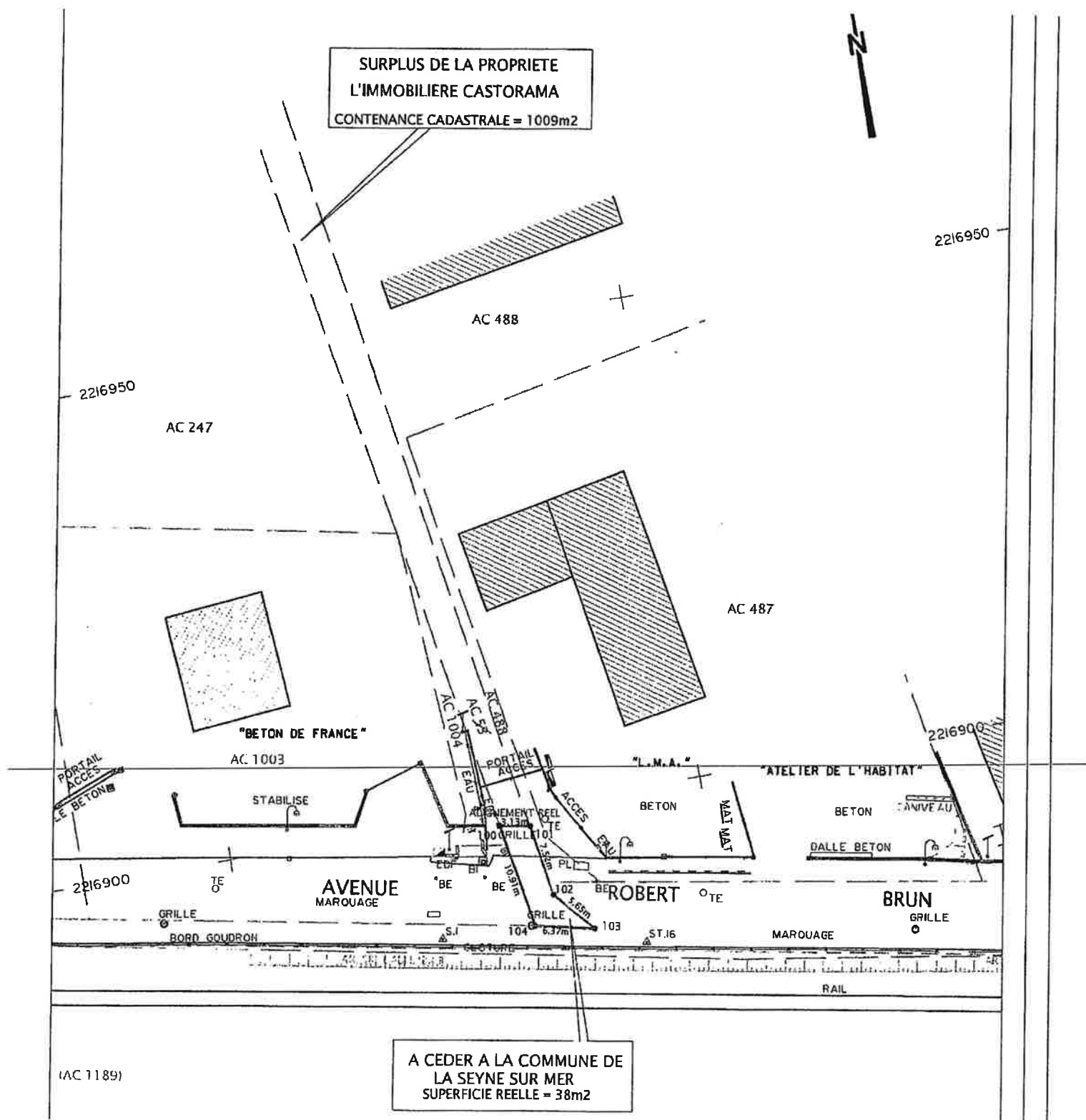
Dossier N° 16 11133

Réf. fichier : 11133_PAR_P02

Date : 09 Décembre 2016

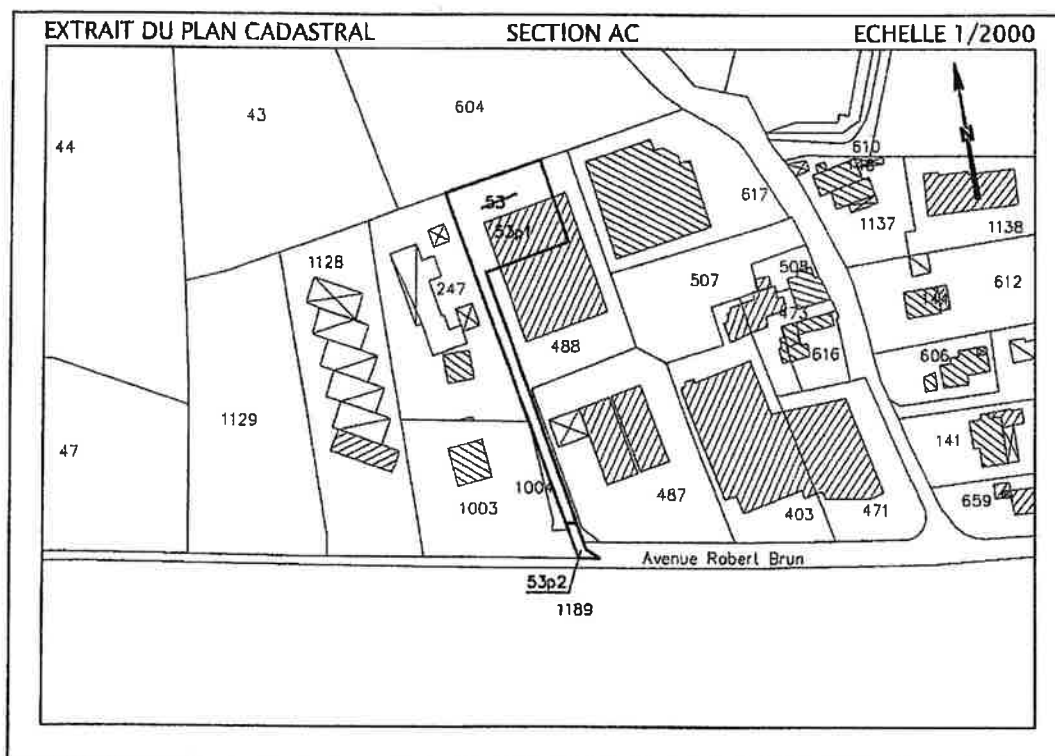
Marché N° 1516 notifié le 06/02/2015

083-218301265-20170228-DEC17032-DE
Recu le 28/02/2017



AR PREFECTURE

083-218301265-20170228-DEC17032-DE
Regu le 28/02/2017



DOCUMENT D'ARPENTAGE N° DU

TABEAU RECAPITULATIF DES SUPERFICIES

SITUATION CADASTRALE INITIALE				SITUATION MODIFICATIVE			
SECTION	NUMERO	PROPRIETAIRE	CONTENANCE	SECTION	NUMERO	PROPRIETAIRE	SUPERFICIE
AC	53	L'IMMOBILIERE CASTORAMA	1047 m²	AC	53p1	L'IMMOBILIERE CASTORAMA	1009 m²
				AC	53p2	COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER	38 m²
							1047 m²

VALEUR DU DOCUMENT :

GEOREFERENCE :

LES COORDONNEES PLANIMETRIQUES SONT EXPRIMEES DANS LE SYSTEME
GEODESIQUE RGF93 - PROJECTION CONIQUE CONFORME 43.

ETAT DES LIEUX :

PLAN D'ETAT DES LIEUX ETABLI SUIVANT UN RELEVÉ REGULIER SUR LE TERRAIN
EN DATE DU 03/11/2016.

AR PREFECTURE
053-219601265-20170228-DEC17052-DE
Reçu le 28/02/2017

Ecole Garbinae
St. Armand

castorama

23.11.2015

N° 1180

500 51835		
20/11/15		
ES	EXEUTION	INFORMATION
<i>Dr. Garbinae</i> <i>C. Astore</i>		<i>α</i>

Mairie Technique
Mr Claude ASTORE
Avenue Pierre Mendès France
83500 La Seyne-sur-Mer

Templemars, le 13 novembre 2015

Objet : régularisation foncière (giratoire d'accès au magasin)

Monsieur,

Nous faisons suite par la présente à votre courrier du 16 octobre dernier relatif à la cession de la voirie d'accès à notre magasin, avenue Robert Brun à la Seyne-sur-Mer.


Vous faites état d'une procédure de régularisation en 2008 qui n'a jamais abouti. Nous vous confirmons être favorables à cette régularisation et à la cession pour l'euro symbolique des emprises à détacher des parcelles cadastrées AC 47, 986 et 1129, à la mairie de la Seyne-sur-Mer.

Néanmoins, nous ne souhaitons pas que cette procédure soit intégrée à l'instruction du permis de construire relatif à l'extension et réaménagement du magasin, mais qu'elle s'effectue en parallèle.

Nous prenons note que vous vous chargez à vos frais de l'ensemble des démarches nécessaires à cette régularisation.

Restant à votre entière disposition, nous vous prions de croire, Monsieur, en l'assurance de notre meilleure considération.

Hélène LE CALLONNEC
 Immobilière Castorama



L'Immobilière Castorama SAS
 Parc d'activités, rue de l'Epinoy, 59175 Templemars, France
 T +33 (3) 20 16 75 75 – F +33 (3) 20 16 73 61

Adresse postale : CS 50101 Templemars, 59637 Watignies Cedex

L'Immobilière Castorama SAS
 Au capital de 719 052 700 euros, 451 671 028 R.C.S. Lille

www.castorama.fr

AR PREFECTURE

083-218301265-20170228-DEC17032-DE
Reçu le 28/02/2017

castorama

MAIRIE DE LA SEYNE S/MER
COURRIER ARRIVEE

N° 95007433
LE 15/02/16

DESTINATAIRES	EXECUTION	INFORMATION
Urbanisme	X	15 FEV. 2016

Mairie technique
Mr Olivier BURTE
Avenue Pierre Mendès France
83500 La Seyne-sur-Mer

Templemars, le 9 février 2016

Objet : Cession complémentaire – régularisation

Service Foncier

16 FEV. 2016

N° 173

Monsieur,

Nous faisons suite par la présente à votre courrier du 4 février dernier relatif à la cession de la voirie d'accès à notre magasin Castorama, Avenue Robert Brun à la Seyne-sur-Mer.

Nous vous confirmons notre accord pour procéder également au détachement de la partie de la parcelle cadastrée section AC53 qui empiète sur l'Avenue Robert Brun.

Restant à votre disposition pour finaliser la cession, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos sincères salutations.

Hélène LE CALLONNEC
Immobilière Castorama



L'immobilière Castorama SAS
Parc d'activités, rue de l'Epinoy, 59175 Templemars, France
T +33 (3) 20 16 75 75 – F +33 (3) 20 16 73 61

Adresse postale : CS 50101 Templemars, 59637 Wattignies Cedex

L'immobilière Castorama SAS
Au capital de 719 052 700 euros, 451 671 028 R.C.S. Lille

www.castorama.fr

Commune :
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 8421K
Document vérifié et numéroté le 23/01/2017
A TOULON
Par Bernard LAMURE
GEOMETRE
Signé

Centre des Impôts foncier de :
TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous signés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le par géomètre à
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la feuille 6463.

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat, représentant qualifié de l'autorité propriétaire, etc.).

Section : AC
Feuille(s) : 000 AC 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/1600
Date de l'édition : 23/01/2017
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

Par François HOSPITAL François
méritant

Réf. :
François HOSPITAL
Géomètre Expert DPLG n°4105
83040 Toulon Cedex 9 - France
Tel. +33(0) 49 42 93 00
contact@opsia.fr - www.opsia.fr



